

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2005

PROJET DE PROGRAMMES DE PAYS

**Point 8 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/2005/8/2

14 avril 2005

ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS — GHANA 10418.0 (2006-2010)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (ODD): M. M. Darboe

Attaché de liaison principale, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

Le Ghana a réussi à réduire notablement le taux de malnutrition qui est tombé de 64 pour cent de la population en 1979 à 13 pour cent en 2002, tout en enregistrant des taux annuels moyens de croissance du PIB de 4 pour cent depuis 1997. Malgré tout, il se classe toujours à la 131ème place parmi les 177 pays couverts par le rapport sur le développement humain du PNUD de 2004: les progrès de la richesse nationale n'ont pas touché les couches de la société les plus pauvres et l'insécurité alimentaire persiste dans certaines zones du territoire. La stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire du gouvernement se fonde sur le passage de l'agriculture de subsistance à la production agricole orientée vers le marché de façon à augmenter les revenus ruraux.

Le Programme de pays pour le Ghana 10418.0 (2006–2010) a pour but de soutenir l'action du gouvernement tendant à aider les ménages pauvres et souffrant de la faim à couvrir de manière durable leurs besoins dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition. À cette fin, il comporte deux composantes essentielles: i) alimentation complémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle; ii) appui à l'éducation de base. Ces deux composantes correspondent à la priorité 3 de la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté nationale qui est axée sur le développement humain et la fourniture des services de base. Quant au soutien à l'éducation de base, le PAM mettra en œuvre un programme d'alimentation scolaire moderne du NEPAD, dans le cadre duquel le programme d'alimentation scolaire national doit être relié à la production vivrière locale de façon à appuyer la priorité 2 de la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (accroître la production et l'emploi rémunérateur, notamment dans l'agriculture).

Les activités du Programme de pays sont conformes aux priorités 1 et 2 de la politique favorisant le développement du PAM et aux priorités stratégiques 3, 4 et 5. Le Programme de pays devrait avoir les résultats suivants:

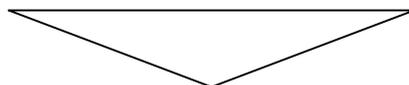
- réduction de la malnutrition chez les femmes enceintes et les mères allaitantes et les enfants de moins de cinq ans à risque;
- amélioration de l'assiduité et réduction des taux d'abandon chez les écoliers des classes P1 à P6 et les écolières des classes JSS1 à JSS3;
- amélioration de la capacité nationale d'exécuter et d'élargir des programmes d'alimentation complémentaire et d'alimentation scolaire sur place;
- accroissement de la demande de produits agricoles nationaux grâce aux nouveaux marchés créés par les besoins d'alimentation scolaire.

Au cours de l'exécution du Programme de pays, la composante "alimentation scolaire et éducation sanitaire et nutritionnelle" visera 60 000 bénéficiaires par an en moyenne et l'appui à l'éducation de base 92 000. Outre la fourniture des services essentiels, le Programme de pays sera axé sur le renforcement de la capacité technique du gouvernement à reproduire, poursuivre et élargir, au niveau national, les modèles de projet donnant de bons résultats. Le Bureau de pays assurera le transfert des connaissances techniques spécialisées et la création



de mécanismes institutionnels aux niveaux du pays, de la région et du district, de façon à garantir la durabilité des activités. Entre autres aspects importants, la stratégie d'exécution des activités tendra à accroître la demande de produits agricoles locaux.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil d'administration entérine le projet de Programme de pays – Ghana 10418.0 (2006–2010) (WFP/EB.2/2005/8/2), pour lequel les besoins de produits alimentaires s'élèvent à 29 950 tonnes d'un coût de 16,2 millions de dollars E.-U., montant correspondant à tous les coûts opérationnels directs essentiels. Il autorise le Secrétariat à formuler un programme de pays compte dûment tenu des observations présentées par les membres du Conseil.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION

1. Le Ghana dont l'économie générale a enregistré des progrès notables ces dernières années reste néanmoins classé à la 131^e place sur 177 pays dans le Rapport sur le développement humain du PNUD pour 2004. Le taux de croissance démographique s'établit à 2,7 pour cent; et 33 pour cent environ des 18,9 millions d'habitants¹ que compte le pays ne peuvent pas couvrir leurs besoins nutritionnels de base. La proportion de la population considérée comme pauvre est tombée de 51,7 pour cent en 1991–1992 à 39,5 pour cent en 1999², mais des îlots importants de pauvreté et d'insécurité alimentaire persistent, notamment dans les trois régions du nord (Nord, Est supérieur et Ouest supérieur) où vivent plus de 68 pour cent des pauvres.
2. La tendance à la baisse de la mortalité infantile enregistrée au cours de la dernière décennie s'est renversée en 2003. Les principales causes de la mortalité infantile sont les infections respiratoires aiguës, la diarrhée et la malaria en liaison avec la malnutrition; les parasites aggravent en outre les problèmes de santé et de malnutrition des enfants. Les enfants d'âge scolaire constituent le groupe le plus touché par les helminthes qui provoquent l'anémie, ralentissent la croissance et compromettent la capacité d'apprentissage. Les services de santé locaux sont entravés par l'insuffisance des dispensaires et des ressources humaines et financières; les taux de vaccination sont particulièrement bas dans les trois régions du nord. L'enquête démographique et sanitaire du Ghana a fait apparaître une amélioration des taux de poids insuffisants et d'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans entre 1998 et 2003, mais également une aggravation des taux de retard de croissance. Les indicateurs nutritionnels font ressortir des taux de poids insuffisants, d'émaciation et de retard de croissance supérieurs à la moyenne nationale dans les trois régions du nord.
3. Les troubles dus aux carences de vitamine A et d'iode et les carences en fer frappent toujours particulièrement les femmes en âge de procréer et les enfants. Plus de la moitié des enfants âgés de 6 à 59 mois présentent une anémie modérée à sévère; les taux sont estimés à 78-83 pour cent pour les trois régions du nord. La malnutrition chez les femmes enceintes constitue un problème sanitaire non négligeable, surtout en milieu rural.
4. Le taux d'alphabétisation des adultes atteint 53,4 pour cent au Ghana, d'après les rapports, mais il existe de fortes variations selon le sexe, la région et le milieu urbain ou rural. Les inscriptions dans les écoles ont augmenté ces dernières années: le taux brut de scolarisation dans les écoles primaires est passé de 79,6 pour cent en 2000–2001 à 81,3 pour cent en 2002–2003. Cependant, le tiers des enfants de la tranche d'âge de 12 à 15 ans n'arrivent pas à la classe 6 du cycle primaire; la proportion est plus élevée dans le cas des filles que dans celui des garçons. De fortes différences persistent entre les régions et entre les milieux ruraux et urbains et les trois régions du nord sont toujours en retard.
5. L'agriculture constitue l'activité principale de 60 pour cent de la population active et fournit 40 pour cent du PIB; les petites exploitations pratiquant l'agriculture de subsistance assurent environ 80 pour cent de la production agricole. Le secteur agricole a enregistré une croissance de 6,1 pour cent en 2003, contre 4,4 pour cent en 2002, mais son rendement est compromis par les pratiques agricoles peu efficaces, le manque d'irrigation et de débouchés pour les produits agricoles. Environ 58 pour cent des agriculteurs produisant

¹ CCA, 2004.

² Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, 2003.



des denrées vivrières souffrent d'insécurité alimentaire et la proportion d'agriculteurs ainsi touchés la plus élevée se trouve dans les trois régions du nord³.

6. La production vivrière a progressé au cours des dernières années mais elle n'a pas encore atteint des niveaux qui garantissent la sécurité alimentaire à l'échelon national⁴ comme le montrent les pénuries alimentaires qui frappent régulièrement les régions du nord pendant les périodes de soudure. Cependant, le secteur agricole du Ghana a le potentiel voulu pour accroître l'offre alimentaire intérieure et les exportations non traditionnelles si les marchés et les infrastructures sont renforcés et si l'accès des agriculteurs aux services de vulgarisation, aux marchés et au crédit s'améliore.
7. Le gouvernement a mis au point la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté qui repose sur cinq priorités: i) élargir l'accès des pauvres aux soins de santé, à l'éducation et aux marchés; ii) accélérer la croissance économique en favorisant le développement du secteur privé; iii) moderniser et développer l'agriculture sur la base du développement rural; iv) moderniser les infrastructures; v) améliorer la gouvernance.
8. Le Programme de pays prend en compte la situation actuelle de la sécurité dans la région. Le PAM a fourni régulièrement des secours aux réfugiés au Ghana depuis dix ans sauf pendant trois ans; il a offert une aide à 150 000 ressortissants de pays tiers en 2003, et à 30 000 ressortissants de pays tiers en transit, ainsi qu'à 15 000 réfugiés/rapatriés provenant du Libéria et de la Côte d'Ivoire en 2004. Le PAM accorde une grande importance au Ghana dans ses plans régionaux d'aide d'urgence en raison de la position stratégique de ce pays et de son rôle de base logistique et de fournisseur régional.

STRATEGIE DE SECURITE ALIMENTAIRE DU GOUVERNEMENT

9. Les évaluations de la pauvreté nationale qui se sont succédé ont fait apparaître que la pauvreté est plus répandue chez les paysans pratiquant l'agriculture vivrière que dans tous les autres groupes économiques et ce, en raison de la petite taille moyenne des exploitations (1,2 ha), du manque d'accès aux marchés, de la faible utilisation des semences améliorées et des méthodes d'exploitation propres à accroître la productivité. Afin de résoudre ce problème, le gouvernement a adopté la politique de développement du secteur alimentaire et agricole qui constitue le cadre national de développement agricole en vue d'atteindre la sécurité alimentaire et d'accroître les revenus des agriculteurs. Cette politique est axée sur le renforcement du secteur privé qui doit servir de moteur au développement agricole. Le rôle du gouvernement se limite à établir le cadre réglementaire et à améliorer les infrastructures commerciales et les services agricoles.
10. Dans le cadre de cette politique, le gouvernement a lancé la Stratégie de croissance et de développement agricole accélérée, programme de dix ans qui vise à i) accroître sensiblement la production de certains produits grâce à un accès amélioré aux marchés, ii) mettre au point des technologies de gestion durable des ressources naturelles et améliorer l'accès à ces technologies; iii) améliorer l'accès aux services financiers pour l'agriculture; iv) améliorer les infrastructures intéressant l'agriculture; enfin, v) renforcer les ressources humaines et les capacités institutionnelles.

³ Enquête sur le niveau de vie au Ghana, 1998/1999.

⁴ Bilan commun de pays, novembre 2004.



LA COOPERATION DANS LE PASSE ET LES ENSEIGNEMENTS A RETENIR

11. L'appui du PAM pour l'alimentation complémentaire et l'éducation sanitaire et nutritionnelle (ACESN) remonte aux premières années 90 et couvre 17 districts des trois régions du nord. Ce programme fournit une alimentation complémentaire environ 20 jours par mois aux centres communautaires de santé et de malnutrition sous forme d'aliments consommés sur place pour les enfants de moins de cinq ans exposés à la malnutrition et de rations à emporter pour les femmes enceintes et les mères allaitantes pendant la saison de soudure; le nombre actuel de bénéficiaires est estimé à 38 400 personnes. Ce programme vise à améliorer l'état nutritionnel des enfants d'âge préscolaire en leur fournissant des compléments nutritionnels et à améliorer les connaissances, les mentalités et les pratiques nutritionnelles des femmes enceintes et des mères allaitantes grâce à l'enseignement et à la sensibilisation ainsi qu'au renforcement de la participation et de l'esprit d'initiative des communautés.
12. D'après une évaluation de l'impact nutritionnel effectuée en octobre/novembre 2004, le programme a eu un effet positif sur l'état sanitaire et nutritionnel des enfants et des femmes et a amélioré le niveau d'éducation; le nombre de bénéficiaires des services de santé s'est fortement accru. Les activités préscolaires dans les centres communautaires de santé et de nutrition ont permis aux enfants d'obtenir de meilleurs résultats dans les classes primaires. On a noté dans l'évaluation que la formation à la collecte de données anthropométriques est trop peu développée de sorte que les enfants atteints de malnutrition sont souvent envoyés trop tard aux services spécialisés.
13. La mission d'évaluation préalable du Programme de pays a souscrit à ces conclusions en relevant la faiblesse des mécanismes en place pour assurer la durabilité. Il a confirmé qu'il est justifié d'intégrer l'aide alimentaire du PAM à des activités rémunératrices complémentaires appuyées par les donateurs, les institutions des Nations Unies, les ONG et les organisations communautaires afin d'améliorer l'aptitude des communautés à soutenir et gérer seules les centres communautaires de santé et de malnutrition.
14. Dans le cadre du deuxième programme de pays, le PAM a soutenu la composante en faveur de l'éducation des filles dans la Savane du Nord qui consistait à distribuer des rations à emporter aux écolières du cycle primaire et du début du cycle secondaire. D'après une autoévaluation de septembre 2004, cette composante a abouti à une augmentation notable des taux de scolarisation et de poursuite des études des filles et le nombre d'inscriptions a augmenté en moyenne de 8,4 pour cent par an. Cette composante, conjuguée au programme d'alimentation scolaire géré par les services du Secours catholique, est considérée comme ayant fortement contribué à "l'énorme progression du taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire dans les trois régions défavorisées qui a été bien supérieur au taux de croissance national"⁵. On a constaté que les rations à emporter ont aidé les communautés rurales à mieux prendre conscience de l'importance de favoriser l'accès des filles à l'enseignement scolaire. Certains parents, associations de parents et communautés ont organisé des activités rémunératrices et des mécanismes d'épargne pour être en mesure de prendre en charge l'éducation de leurs enfants lorsque l'aide alimentaire prend fin. Toutefois, il reste beaucoup à faire: le taux d'abandon des filles reste élevé au niveau des classes primaires 4 à 6 et des premières classes secondaires et il est nécessaire de maintenir certaines mesures d'encouragement à base alimentaire pour

⁵ Mise en œuvre de la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, Rapport d'activité annuel 2003, Commission nationale de la planification du développement, 31 mars 2004.



assurer l'accès à l'enseignement de base et confirmer progressivement la compréhension de son importance.

15. Le Programme de pays en cours comporte une troisième composante à savoir, le soutien au Programme de gestion des ressources de la savane qui vise à accroître les actifs naturels des ménages et des communautés au moyen d'activités "Vivres-contre-travail" qui ne seront pas poursuivies. Cette composante a démarré avec retard et n'a pas atteint ses objectifs parce que le PAM et le gouvernement n'ont plus disposé de ressources suffisantes lorsque le principal donateur a interrompu son aide. En raison des progrès récents du Ghana au plan macroéconomique et de l'accroissement de la production vivrière, la stratégie de sécurité alimentaire du gouvernement est désormais axée sur l'accroissement de la production vivrière locale et des revenus des agriculteurs afin d'assurer l'accès à la nourriture.
16. Le programme d'alimentation scolaire du NEPAD constitue une priorité nationale dans le cadre du Programme global de développement agricole de l'Afrique, Pilier 3 – renforcement des disponibilités alimentaires et recul de la faim. Ce programme vise à réduire la faim et la malnutrition dans l'immédiat et à accroître les inscriptions, l'assiduité et le maintien à l'école tout en promouvant l'accroissement de la production vivrière nationale et en améliorant l'accès aux marchés des agriculteurs pauvres sans ressources, notamment des femmes. La mission d'évaluation préalable du Programme de pays a noté que le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre ce programme et a conclu qu'il serait opportun de continuer à appuyer l'action nationale tendant à développer l'enseignement primaire par le biais d'une composante plus large dénommée "Soutien à l'éducation de base" dans le contexte du troisième Programme de pays (2006–2010).

ORIENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

17. Dans le contexte du Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF), à l'appui de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, le PAM a pour mission au Ghana d'aider le gouvernement à élargir et à reproduire dans tout le pays les bons modèles de programmes à base alimentaire pour accroître la demande et l'offre d'enseignement de base, avec respect de la parité entre les sexes, ainsi que les services de santé et de nutrition destinés aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes et aux mères allaitantes exposés à la malnutrition. Le PAM élaborera ces modèles dans les trois régions du nord en élargissant le modèle d'alimentation scolaire à deux régions supplémentaires, l'Ashanti et l'Ouest. Les nouvelles activités du PAM dans le cadre du Programme de pays visent donc à démontrer l'utilisation rationnelle de l'aide alimentaire et à aider le gouvernement à élargir ses programmes à l'ensemble du pays.
18. L'objectif du Programme de pays consiste à appuyer l'action du gouvernement visant à aider les ménages pauvres et souffrant de la faim à satisfaire de façon durable leurs besoins dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition.
19. Les résultats recherchés sont les suivants:
 - réduire les niveaux de malnutrition chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de cinq ans à risque;
 - améliorer les taux d'assiduité et de poursuite des études chez les écoliers des classes P1 à P6 et les filles des classes S1 à S3 du cycle secondaire;
 - améliorer la capacité nationale de mettre en œuvre et d'élargir des programmes d'alimentation complémentaire et d'alimentation scolaire à l'école même;



- accroître la demande de produits agricoles nationaux pour couvrir les besoins des nouveaux marchés créés par l'alimentation scolaire.

On trouvera à l'annexe II un aperçu de ces objectifs et de ces résultats.

20. Le Programme de pays comportera deux activités essentielles pour lesquelles les ressources alimentaires du PAM seront associées à des ressources non alimentaires: Alimentation complémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle⁶ – 11 662 tonnes de produits (39 pour cent) et Soutien à l'éducation de base – 18 288 tonnes (61 pour cent). La stratégie d'exécution visera à créer des liens durables entre les activités essentielles et les industries agroalimentaires locales afin de favoriser le développement de marchés alimentaires locaux, d'accroître la demande de produits agricoles, de stimuler la production vivrière locale et d'accroître les revenus des agriculteurs.
21. Le Programme de pays contribue à la réalisation de cinq des huit objectifs de développement du Millénaire: i) éliminer la pauvreté extrême et la faim; ii) assurer l'éducation primaire pour tous; iii) promouvoir l'égalité entre les sexes et émanciper les femmes; iv) réduire la mortalité infantile; v) améliorer la santé maternelle. Le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement fait une large place au développement de la santé, de l'éducation et de la gouvernance; le Programme de pays s'harmonise avec les domaines d'action identifiés dans le troisième Plan cadre et les initiatives proposées par le NEPAD. Le dialogue avec les partenaires du gouvernement, les ONG, les institutions des Nations Unies et les donateurs a permis de déterminer le choix et le contenu des domaines du programme. Le présent Programme de pays répond bien aux priorités 1 et 2 de la politique visant à favoriser le développement du PAM ainsi qu'aux priorités stratégiques 3, 4 et 5.
22. Une étude ACV entreprise par le PAM en 2000–2001 a fait apparaître que les districts vulnérables à déficit vivrier ont tendance à être concentrés dans les régions de l'Ouest supérieur, de l'Est supérieur et du Nord, qui ont été classées comme les zones les plus pauvres du pays en fonction de facteurs comme l'insécurité alimentaire, l'exposition aux catastrophes, la pauvreté, la santé, la parité entre les sexes en ce qui concerne la scolarisation et l'incidence du VIH/sida. L'étude ACV de 2004 a confirmé que ces zones restent les plus démunies de ressources du Ghana.
23. Pour assurer la concentration géographique des activités et atteindre la "masse critique" et privilégier les femmes enceintes, les mères allaitantes, les enfants de moins de cinq ans et les écoliers de 6 à 14 ans, conformément aux cycles biologiques dans le domaine de la nutrition, le Programme de pays sera orienté vers les districts où les deux activités sont en cours et complétées par les activités d'autres organismes des Nations Unies, d'ONG, d'organisations communautaires, de donateurs bilatéraux et de projets financés par des institutions financières internationales. Les deux activités se renforceront mutuellement et on s'efforcera d'associer l'appui qu'elles apportent aux populations visées afin de pouvoir interrompre l'aide alimentaire le plus tôt possible.

⁶ Au Ghana, l'expression "alimentation complémentaire" n'est pas employée au sens habituel – c'est-à-dire "nourrir des personnes souffrant de malnutrition modérée" – mais concerne l'alimentation des enfants menacés de malnutrition dans les cantines scolaires.



24. La stratégie d'interruption progressive de l'aide alimentaire extérieure suivie par le PAM est fondée sur le renforcement des capacités des communautés qui doivent, avec l'appui d'assemblées locales, être capables de gérer et de maintenir les centres communautaires de santé et de nutrition et les écoles et d'aider le gouvernement à exécuter et élargir les programmes d'alimentation complémentaire et d'alimentation scolaire dans les écoles. Le PAM devra fournir des ressources humaines et financières appropriées pour que le transfert des compétences techniques se réalise bien et que des mécanismes institutionnels soient créés aux niveaux national, régional et local.

Composante de base 1: alimentation complémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle

25. Cette composante contribuera à réduire la mortalité maternelle et infantile suivant la méthode du cycle biologique. Elle consistera à fournir des aliments mélangés enrichis, à renforcer les capacités en matière de nutrition au niveau de la région, du district et du sous-district et à améliorer l'éducation sanitaire et nutritionnelle au niveau des communautés. Le service de santé du Ghana, en partenariat avec le PAM et l'UNICEF et avec le soutien technique de l'OMS et de la FAO, mettra en œuvre des composantes complémentaires visant à accroître sensiblement l'impact de cette activité dans les zones rurales en renforçant les services extérieurs et/ou les éléments de santé communautaire.
26. Dans les communautés visées des trois régions du nord, les femmes arrivées au deuxième trimestre de grossesse et pendant les six mois suivant l'accouchement, ainsi que les enfants âgés de 6 à 24 mois recevront un complément riche en micronutriments dans les centres communautaires de santé et de nutrition. Avant l'accouchement, les femmes recevront une ration à emporter d'aliments mélangés enrichis, de sel iodé et d'huile. Dans les garderies/maternelles, les enfants de 2 à 5 ans recevront un repas cuisiné riche en micronutriments en milieu de matinée. Les mères feront la cuisine par roulement; des auxiliaires formés à la comptabilité de base, à l'hygiène et à la nutrition seront chargés du fonctionnement habituel des centres. La participation et l'engagement des communautés seront assurés par les centres de gestion communautaire. Des infirmières locales et des bénévoles, placés sous la surveillance du personnel du service de santé du Ghana pèseront les femmes enceintes une fois par mois et suivront la croissance des enfants de moins de cinq ans. Les mères allaitantes recevront des conseils et un appui pour les encourager à nourrir leurs enfants entièrement au sein pendant six mois. Les partenaires mettront leurs ressources en commun pour renforcer l'éducation sanitaire et nutritionnelle, notamment la sensibilisation au VIH/sida. La composante "alimentation complémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle" couvrira en moyenne 60 000 femmes et enfants par an, comme suit: i) 10 000 femmes enceintes et les mères allaitantes et 14 000 enfants des deux sexes de 6 à 24 mois qui recevront des rations à emporter pendant sept mois au cours de la saison de soudure; ii) 36 000 enfants des deux sexes de 2 à 5 ans qui recevront un repas cuisiné le matin pendant 260 jours par an.



Composante de base 2: soutien à l'éducation de base

27. Dans le secteur de l'éducation, les principaux problèmes sont les suivants: fournir des bâtiments solides, des enseignants qualifiés, du matériel pédagogique, de l'équipement et du mobilier à la population scolaire existante tout en accroissant le nombre d'enfants inscrits et le maintien à l'école dans le cycle primaire et au-delà et assurer la parité entre les sexes. Dans le cycle primaire, le PAM continuera de soutenir l'action nationale au moyen d'une grande composante "soutien à l'éducation de base" qui améliore l'accès à l'enseignement de base et la poursuite des études. Cette composante offrira au gouvernement un modèle d'exécution d'un programme national d'alimentation scolaire à l'école même. Conformément au Mémorandum d'entente PAM/NEPAD, le PAM mettra en œuvre la composante de soutien à l'éducation de base pour aider le gouvernement à entreprendre un programme national d'alimentation scolaire. Le Ghana figure parmi les dix premiers pays choisis pour lancer le programme modèle.
28. Cette composante comportera deux volets: i) alimentation scolaire dans les écoles primaires pour les écoliers, garçons et filles des classes P-1 à P-6 et ii) distribution de rations à emporter aux filles des classes P-4 à JSS3. Comme il doit servir de modèle à un programme national, le volet d'alimentation scolaire sera mis en œuvre dans les districts les plus pauvres de cinq régions – Ashanti, Ouest, Est supérieur, Ouest supérieur et Nord; la distribution de rations à emporter ne se poursuivra que dans les trois régions du nord où se trouvent 19 des 40 districts les plus démunis du point de vue de l'éducation et où la parité garçons/filles n'a pas encore été atteinte. Cette composante touchera en moyenne 92 000 élèves par an, soit 58 000 élèves des écoles primaires pour l'alimentation fournie à l'école même et 34 000 filles, élèves des classes plus élevées, qui recevront des rations mensuelles à emporter afin de les encourager à terminer les études du cycle primaire et à passer au cycle secondaire.
29. Dans les trois régions du nord, l'alimentation scolaire sera mise en œuvre dans les districts où le PAM a déjà distribué des rations à emporter aux filles et de préférence dans les mêmes communautés et écoles. Dans les régions de l'Ashanti et de l'Ouest, elle sera lancée dans les districts pauvres où la composante "alimentation complémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle" s'est déroulée pendant le deuxième programme de pays. Des ressources financières et humaines supplémentaires seront nécessaires pour: i) la mise en œuvre de l'alimentation scolaire; ii) la décentralisation des activités d'aide alimentaire; iii) l'introduction d'un système de suivi complet; enfin, iv) le transfert nécessaire d'expérience et de connaissances spécialisées pour renforcer les institutions au niveau du district au moment du retrait du PAM.

Stratégie de mise en œuvre

30. En harmonie avec le processus de décentralisation nationale, toutes les activités seront réalisées au moyen de mécanismes décentralisés avec participation des autorités régionales et des assemblées de district, en particulier des directeurs de districts chargés de la coordination et avec la mobilisation des communautés et des organisations communautaires. Le retrait progressif du PAM d'ici 2010 devra faire l'objet d'une évaluation avant la fin du présent programme de pays; il sera nécessaire d'analyser la mesure dans laquelle les autorités gouvernementales à tous les niveaux et les communautés sont impliquées ainsi que l'engagement politique et financier du gouvernement en faveur de la poursuite des activités.



31. Le PAM intégrera ses activités dans les programmes de développement nationaux pertinents au niveau des secteurs et des districts et il collaborera avec les organismes qui s'occupent de sécurité alimentaire dans les trois régions du nord. Il sera particulièrement important à cet égard de collaborer avec le Ministère de l'administration locale et du développement rural qui est représenté au niveau des districts par des assemblées de district.
32. Toutes les assemblées de district préparent actuellement leurs plans à moyen terme qui couvriront la période 2005–2008. Le PAM doit encourager les districts où des activités du Programme de pays sont en cours à inclure ces activités dans leurs plans et à adopter une stratégie de retrait/durabilité accompagnée de financements appropriés. Les assemblées de district qui s'occupent de la coordination peuvent assurer un budget suffisant pour toutes les activités identifiées et renforcer les mécanismes de collaboration entre partenaires de développement.
33. Le Ministère des finances et de la planification économique sera chargé de la coordination au niveau national et assurera la présidence d'un comité pilote UNDAF qui se réunira deux fois par an; ce comité comprendra les ministères techniques ainsi que l'UNICEF, l'UNESCO, l'OMS et le FNUAP, qui seront responsables de l'encadrement général du Programme de pays et de la mise en place et de l'évaluation des liens et de la synergie avec d'autres programmes de développement nationaux. Les activités des donateurs se développent au niveau du district parce que les capacités techniques de ces organismes sont inégales. Le PAM aidera les gouvernements et ses partenaires d'exécution – FAO, FIDA, UNICEF, OMS, FNUAP, UNESCO, ONG et organismes donateurs – à renforcer leurs compétences.
34. Le succès du Programme d'alimentation scolaire du NEPAD repose sur l'amélioration de la production agricole et l'accès aux nouveaux débouchés créés par l'alimentation scolaire. À cette fin, le PAM fournira une assistance technique pour la production d'aliments mélangés enrichis à base de produits locaux et collaborera avec TechnoServe, ONG qui s'occupe de mobiliser les associations de petits paysans afin qu'elles fournissent les ingrédients nécessaires à la production de ces aliments mélangés enrichis.
35. Le Programme de pays sera mis en œuvre sur la base de la participation en faisant une large place à la gestion et à l'évaluation des activités communautaires. L'appui à l'éducation de base ne sera donc mis en œuvre que dans les écoles où des associations de parents et d'enseignants et des comités de gestion des écoles ont été constitués et qui se sont engagées à participer. Pour assurer la qualité de l'alimentation scolaire dans les établissements, seules les écoles dotées d'entrepôts, de cuisine, d'approvisionnement et d'évacuation d'eau et d'installations sanitaires seront sélectionnées. En ce qui concerne l'alimentation complémentaire des enfants exposés à la malnutrition, les activités nutritionnelles à base communautaire seront privilégiées. Les membres des comités d'activités et des comités d'entretien des actifs seront élus par les communautés et seront chargés de la planification et du suivi et de l'évaluation des activités. Les comités de gestion des communautés aideront à mobiliser les populations, en particulier les femmes, et favoriseront la constitution de comités pédagogiques communautaires afin que les décisions concernant les programmes soient prises en commun.
36. La stratégie d'exécution des composantes "alimentation complémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle" et "appui à l'éducation de base" visent à faire participer les ministères à la gestion des programmes au niveau du pays et du district. Des comités de pilotage technique seront créés sous la présidence du Ministère des autorités locales et du développement rural et comprendront des représentants du Ministère de la santé et du Service de santé du Ghana, du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports et du



Service de l'éducation du Ghana, du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, du Ministère des finances et de la planification économique, du Ministère des femmes et des enfants, du PAM, et des partenaires d'exécution. Ces comités pilotes tiendront normalement des réunions tous les six mois pour donner des orientations politiques, coordonner la mobilisation des ressources intérieures et extérieures et plaider pour l'intégration des activités dans le cadre du développement national. Un plan d'action pour le Programme de pays sera signé par le Ministère des finances et de la planification économique et le PAM; un plan de travail annuel, pour chaque composante, sera signé par le PAM et le Ministère compétent.

37. Le bureau de pays mettra à disposition les services de spécialistes expérimentés de la sécurité alimentaire, la logistique/achat de vivres, la santé publique et la nutrition, l'éducation et le développement de la petite enfance et la sensibilisation des communautés; ces spécialistes travailleront, avec le Ministère de la santé, le Ministère de l'éducation de la jeunesse et des sports, les assemblées et les directeurs coordonnateurs de district, à la planification, à la coordination et au suivi des activités. Le bureau de pays sera réorganisé compte tenu de la décentralisation du gouvernement et comprendra un coordonnateur de programme et un fonctionnaire chargé des achats et de la logistique des vivres, tous deux recrutés au plan international, ainsi que des chargés de programme nationaux qui s'occuperont de la gestion et du suivi du Programme de terrain, des finances/administration et de la logistique/achats à Accra. Sur le terrain, le bureau de pays fournira les services d'un chargé de programme national qui offrira un appui aux autorités régionales des deux régions sous l'autorité d'un chargé de programme qui sera le chef du bureau auxiliaire de Tamale; en outre, trois contrôleurs de terrain, dont au moins deux femmes, seront en poste dans les trois régions afin d'assurer régulièrement le suivi et le compte rendu des opérations en collaboration avec le personnel du bureau auxiliaire du PAM, celui du Ministère et celui des ONG.
38. Pour assurer la poursuite des activités après l'intervention du PAM, le Programme de pays donne une grande importance au transfert de connaissances aux institutions partenaires. Des agents du gouvernement recevront une formation au contrôle des produits et à la gestion des entrepôts de façon à assurer la ponctualité des livraisons et l'efficacité du suivi et du contrôle des produits. En outre, la formation en cours de service du personnel des institutions partenaires, des stages de formation et la mise en commun d'expériences dans le cadre de programmes d'échange de personnel avec d'autres bureaux de pays du PAM qui exécutent des programmes analogues seront organisés. Les agents du gouvernement seront formés aux techniques ACV afin de renforcer la capacité du gouvernement à planifier la préparation aux catastrophes et les interventions d'urgence et les programmes d'aide alimentaire seront mieux ciblés.
39. L'élément de renforcement des capacités de ce Programme de pays imposera des accords considérables de programmation et de formation de la part du PAM. En 2005, dernière année d'exécution du deuxième Programme de pays, le bureau du PAM au Ghana organisera une formation concernant les objectifs de ce programme, ses répercussions institutionnelles et ses modalités d'exécution afin que le personnel du bureau soit en mesure de transférer des connaissances aux partenaires d'exécution, aux communautés bénéficiaires, aux organisations communautaires, aux autorités traditionnelles, aux homologues et aux administrateurs locaux et de renforcer leurs capacités. Les objectifs, les conditions à remplir, les modalités prévues et les droits et devoirs des partenaires d'exécution et des bénéficiaires leur seront exposés afin d'appuyer leurs activités.



40. Pendant les deux premières années du Programme de pays, le PAM aidera le gouvernement et les communautés à reproduire les bons modèles de la Composante 1 (alimentation complémentaire) et à soutenir la Composante 2 (éducation des jeunes filles), tout en préparant le retrait progressif de l'aide alimentaire extérieure au cours des trois dernières années. Dans le cadre de la Composante 1, des stratégies seront mises au point avec les communautés, les assemblées de district et les partenaires pour leur permettre de prendre cette composante en main à la fin du Programme de pays. Dans le cadre de la Composante 2, un groupe de 50 000 filles élèves des classes P4–JSS3 recevront une aide pendant toute la durée du Programme de pays jusqu'à ce que les élèves de la classe P-4 terminent la classe JSS3. L'appui du PAM en faveur du programme d'alimentation scolaire du NEPAD qui est fondé sur l'accroissement de la demande de produits agricoles nationaux sera progressivement élargi aux districts et communautés prévus pendant les cinq années d'exécution du Programme de pays afin de faciliter le retrait du PAM tout en soutenant la réalisation des objectifs d'éducation et de nutrition.

Gestion, suivi et évaluation du programme

41. Pendant le processus d'examen et de formulation du Programme de pays, des réunions consultatives ont été organisées avec les ministères, les organismes des Nations Unies et les ONG afin de déterminer les activités et les zones prioritaires d'exécution. Conformément avec la directive générale figurant dans le document WFP/EB.A/2002/5-C, un système de Suivi et évaluation (S&E) axé sur les résultats a été étudié pour permettre au bureau de pays du PAM au Ghana de remplir son mandat et ses engagements dans les domaines de la gestion, de la mesure des résultats, des comptes rendus, de l'apprentissage et du plaidoyer. Ce système sera perfectionné compte tenu du plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et de l'harmonisation requise du suivi et évaluation.
42. Le bureau de pays aura besoin de fonctionnaires du cadre organique et de personnel de complément supplémentaires dans les domaines des achats et de la logistique des vivres, de l'élaboration et de la coordination des activités et du suivi et évaluation; il aura également recours aux services d'administrateurs auxiliaires dotés des qualifications souhaitées plus haut. L'exécution des activités et des transferts de compétences requerront la formation d'agents du PAM et des homologues nationaux en matière de: i) ACV, alerte rapide, préparation aux situations d'urgence et interventions, ii) planification prévisionnelle, iii) S&E axés sur les résultats, iv) analyse du cadre logique, v) parité hommes/femmes et méthodes participatives, vi) procédures administratives et financières, vii) WINGS, viii) logistique et achats de vivres, enfin, ix) programmes d'alimentation scolaire.
43. Dans ce contexte, le bureau du PAM au Ghana fera appel à l'appui technique du PAM lui-même et de ses partenaires des Nations Unies. L'UNICEF et le PAM ont déjà coordonné des interventions en application du Plan cadre d'aide au développement des Nations Unies en vigueur: l'UNICEF a amélioré les infrastructures des centres communautaires de santé et de nutrition, formé les agents des centres au contrôle de la croissance et à la prévention du VIH/sida, et fourni du matériel pédagogique concernant la nutrition et plaidé pour la prise en compte des questions de nutrition. L'UNICEF et le PAM continueront de renforcer leur collaboration en matière d'éducation et partiront du Mémorandum d'entente en vigueur pour élargir l'ensemble de services minimums aux 16 districts où le PAM fournit une aide alimentaire à titre d'incitation aux élèves filles de 538 écoles. Le PAM se propose de travailler en partenariat avec la FAO pour renforcer les moyens de subsistance des groupes de femmes et créer des jardins scolaires dans les communautés visées par les activités d'éducation et de nutrition dans le cadre du Programme spécial élargi de sécurité alimentaire.



44. Le PAM a commencé à établir des liens avec les ONG du nord du pays en faisant exécuter deux études afin de déterminer les capacités des ONG par secteur et par district; un plan de développement a été établi pour 30 communautés recevant l'aide du PAM. Un Mémorandum d'entente en vigueur avec *Opportunities Industrialization Centres International* (OICI) permet de fournir une formation professionnelle aux groupements féminins et un appui technique pour prévenir les pertes après récolte. Les ONG joueront un rôle particulièrement important dans l'activité d'alimentation complémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle en fournissant un appui technique et une formation. Des partenariats seront mis en place avec les ONG nationales pour exercer une influence et assurer le suivi local des activités de santé et d'éducation afin de faciliter le suivi et la gestion axés sur les résultats.
45. Le Comité de pilotage technique des activités et le Comité de pilotage de l'UNDAF effectueront des examens annuels sous la direction du Ministère des finances et de la planification économique avec la participation des partenaires d'exécution et des Nations Unies et d'autres institutions. Les représentants des donateurs seront encouragés à prendre part à ces examens annuels; des visites spéciales seront organisées pour leur présenter les diverses activités du Programme de pays.
46. Des enquêtes de référence seront réalisées pour ces deux activités au début du Programme de pays ainsi que des évaluations à mi parcours et finales. L'évaluation à mi parcours aura lieu en 2008 en collaboration avec les partenaires et le bureau régional du PAM pour savoir dans quelle mesure le Programme de pays a réussi à donner les résultats prévus dans les domaines prioritaires du plan cadre des Nations Unies pour l'aide alimentaire et si le calendrier de retrait pourra être respecté.
47. Pour faire en sorte que la stratégie d'achat de produits alimentaires d'origine locale ait un effet sur les revenus des agriculteurs, le système de suivi des activités portera particulièrement sur les fournisseurs des produits utilisés par les producteurs de mélange maïs-soja (MMS) et sur la mobilisation, par TechnoServe, des agriculteurs en groupe pour livrer directement les produits aux industriels sous contrat.



ANNEXE I.A: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET AFFECTATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES				
Activité du PP	Quantité de produits (tonnes)	Répartition par composante (%)⁷	Nombre total de bénéficiaires hommes/femmes (moyenne annuelle)	% de bénéficiaires femmes
Composante 1: ACESN	11 662	39	60 000	63
Composante 2: SEB	18 288	61	92 000	68
Total	29 950	100	152 000	65,5

ANNEXE I.B: TYPE DE PRODUIT ET VOLUME DES RATIONS			
Composante du PP	Produits alimentaires	Volume de la ration individuelle (par personne et par jour)	Valeur nutritionnelle de la ration totale (kcal, % kcal provenant de protéines)
Composante de base 1 – ACESN	MMS	300 g/FEMA 300 g/E 6–24 mois 130 g/E/GM	1 140 kcal, 4,7% 1 140 kcal, 4,7% 494 kcal, 4,7%
	Huile végétale	30 g/FEMA 30 g/E 6–24 mois 15 g/E/GM	265,5 kcal, 0% 265,5 kcal, 0% 132,75 kcal, 0%
	Sel iodé	10 g/FEMA 10 g/E 6–24 mois 3 g/E/GM	0,0% 0,0% 0,0%
	Sucre	15 g/E/GM	60 kcal, 0%
Composante de base 2 – SEB	MMS	150 g/Élève–ASEM	570 kcal, 4,7%
	Huile végétale	10 g/Élève–ASEM 133 g/Élève–RAE	88,5 kcal, 0% 1 177 kcal, 0%
	Sel iodé	3 g/Élève–ASEM 33 g/Élève–RAE	0,0% 0,0%
	Sucre	10 g/Élève–ASEM	40 kcal (0%)

Composante 1:

FEMA = Femmes enceintes et mères allaitantes

E 6–24 = Enfants 6–24 mois

E/GM = Enfants 2 à 5 ans fréquentant une garderie/maternelle

Composante 2:

Élève–ASEM = élève bénéficiant de l'alimentation scolaire à l'école même

Élève–RAE = élève recevant une ration à emporter

⁷ Produits affectés à chaque composante en pourcentage du volume total de produits.

ANNEXE II: MODÈLE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS ÉTABLI POUR LE GHANA (2006–2010)

Résultats	Indicateur de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<p>But au niveau national</p> <p>Réduire les taux de pauvreté (Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté)</p>	<p>Le pourcentage de population vivant en dessous du seuil de pauvreté (1 dollar par jour) baisse de 50% d'ici 2010.</p> <p>La croissance économique annuelle s'établit en moyenne à 8% d'ici 2010.</p>	<p>Le gouvernement reste résolu à mettre en œuvre les stratégies et cadres de réduction de la pauvreté.</p>	
<p>Effets de l'UNDAF</p> <p>1.1 D'ici 2010, la proportion de personnes dont le droit à la santé est respecté augmente, en particulier dans les districts les plus défavorisés.</p>	<p>1.i Taux de malnutrition chez les femmes enceintes et les mères allaitantes.</p> <p>1.ii Taux de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans.</p>		
<p>2.1 Taux brut de scolarisation de 100% et parité garçons/filles obtenue d'ici 2010 dans le cycle d'éducation de base dans les districts les plus défavorisés, pour ce qui est des inscriptions, du maintien des enfants à l'école et de l'achèvement des études.</p>	<p>2.i Taux brut d'inscriptions dans l'enseignement de base.</p> <p>2.ii Indice de parité entre les sexes dans l'enseignement de base.</p> <p>2.iii Taux d'achèvement des études dans l'enseignement de base.</p>		
<p>3.1 Accroissement de la capacité de production pour assurer la subsistance durable, surtout dans les districts les plus défavorisés d'ici 2010.</p>	<p>3.i Augmentation du pourcentage des budgets des assemblées de district destinés à l'alimentation scolaire aux garderies et aux maternelles.</p>		



ANNEXE II: MODÈLE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS ÉTABLI POUR LE GHANA (2006–2010)

Résultats	Indicateur de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
Effets du PP 1. Réduction du taux de malnutrition chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de 5 ans à risque.	1.a Pourcentage de femmes enceintes prenant jusqu'à 12,5 kg pendant la grossesse. 1.b Pourcentage de mères allaitantes ayant un IMC de <18,5. 1.c Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont le poids est insuffisant. 1.d Connaissance et application par les femmes enceintes et les mères allaitantes de bonnes pratiques nutritionnelles.	1. Le Ministère de la santé adopte comme politique officielle "Libérer le Ghana de la malnutrition" avec crédits du budget national.	Effet de la composante de base 1 – 5 714 475 \$E.-U.
2. Amélioration des taux d'assiduité et d'achèvement des études chez les enfants des classes primaires P1 à P6 et des écolières des classes secondaires JSS1 à JSS3.	2.a Variation annuelle en pourcentage du nombre absolu d'inscriptions. 2.b Indice de parité entre les sexes pour le nombre absolu d'inscriptions dans les écoles appuyées par le PAM. 2.c Taux d'assiduité ventilé par sexe dans le cycle primaire et le début du cycle secondaire. 2.d Taux d'achèvement des études ventilé par sexe et indice de parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et le début de l'enseignement secondaire. 2.e Opinion des enseignants quant à l'aptitude des enfants à se concentrer et à apprendre à l'école grâce à l'alimentation scolaire.	2.i Le gouvernement, (dont le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports est le principal partenaire du PAM), dispose de mécanismes et de ressources humaines et financières appropriées au niveau du pays, de la région et du district pour mettre en œuvre et coordonner les programmes d'alimentation scolaire.	Effet de la composante de base 2 – 10 534 455 \$E.- U.



ANNEXE II: MODÈLE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS ÉTABLI POUR LE GHANA (2006–2010)

Résultats	Indicateur de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
3. Amélioration de la capacité nationale d'exécuter et d'élargir des programmes d'alimentation complémentaire et d'alimentation scolaire dans les établissements.	<p>3.a Crédits budgétaires affectés, au niveau du pays, de la région et du district/communautés aux programmes ACESN et SEB en liaison avec la contribution du PAM.</p> <p>3.b Part des communautés vulnérables identifiées par la méthode ACV bénéficiant de programmes de ACESN et de SEB appuyés par le gouvernement.</p>	<p>3.i La décentralisation progresse assez vite pour permettre aux autorités locales de mettre en œuvre des activités d'aide alimentaire et de coordonner les contributions de développement.</p> <p>3.ii Le gouvernement et le PAM mettent en place un cadre institutionnel solide pour gérer et contrôler le programme de pays.</p>	
4. Accroissement de la demande de produits agricoles nationaux à la suite de la création de marchés liés à l'alimentation scolaire.	<p>4.a Quantité et valeur monétaire des produits alimentaires achetés sur place par le PAM.</p> <p>4.b Nombre d'agriculteurs/groupements d'agriculteurs ayant bénéficié d'achats locaux.</p> <p>4.c Pourcentage de produits alimentaires achetés par les industriels transformateurs sous contrat aux associations de petits agriculteurs.</p> <p>4.d Recettes tirées par les ménages d'agriculteurs des ventes de produits aux organismes d'achats locaux de produits alimentaires.</p>	<p>4.i Le bureau de pays dispose de liquidités pour acheter des produits alimentaires sur place.</p> <p>4.ii TechnoServe est en mesure d'établir la liaison entre les associations d'agriculteurs et les industries agro-alimentaires locales.</p> <p>4.iii La demande accrue de produits agricoles contribuera à augmenter les revenus des ménages d'agriculteurs.</p>	
<p>Résultats du Programme de pays</p> <p>1.1. Participation de la population ciblée à l'action nutritionnelle appuyée par l'aide alimentaire.</p>	<p>1.1.a Nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes recevant des rations sèches.</p> <p>1.1.b Nombre d'enfants recevant des repas cuisinés.</p>	<p>Livraison et distribution des produits alimentaires en temps voulu.</p> <p>Le gouvernement continue de considérer la réalisation des objectifs</p>	<p>Plan de suivi du bureau de pays</p> <p>Un cadre logique par composante.</p>



ANNEXE II: MODÈLE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS ÉTABLI POUR LE GHANA (2006–2010)

Résultats	Indicateur de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
1.2. Capacités du personnel et des communautés créées et renforcées.	1.1.c Quantités d'aliments enrichis en micronutriments distribuées (tonnes).	<p>de développement du Millénaire comme une priorité nationale. Des ressources complémentaires et un appui d'autres partenaires sont à disposition.</p> <p>Le PAM met à disposition le personnel, les moyens logistiques et le S&E nécessaires pour la bonne application de la méthode communautaire.</p>	<p>Une étude de référence par composante.</p> <p>Deux collectes annuelles de données aux sites de surveillance PAM/gouv. par composante.</p> <p>Deux rapports de synthèse annuels S&E par composante en juillet et décembre. – Rapport conjoint PAM/Gouv. – à intégrer dans les rapports de projet habituels.</p> <p>Examen annuel des résultats des composantes.</p> <p>Une mission d'évaluation à mi parcours conforme à la gestion axée sur les résultats, avec enquête de suivi par composante.</p> <p>Une évaluation finale de l'ensemble du programme de pays.</p>
	1.1.d Nombre de centres de santé participant au programme.		
	1.1.e Nombre de femmes inscrites dans les centres de santé.		
	1.1.f Nombre d'enfants inscrits dans les centres de santé et les maternelles.		
	1.1.g Nombre de stages d'éducation sanitaire et nutritionnelle proposés par centre de santé et par mois.		
	1.1.h Nombre de femmes participant aux stages d'éducation sanitaire et nutritionnelle.		
	1.1.i Nombre de maternelles transformées en jardins d'enfants dans le cadre du service d'éducation du Ghana, par an.		
	1.1.j Nombre d'enfants inscrits dans les garderies et les maternelles.		
	1.2.a Nombre d'agents du Service de santé du Ghana formés à la surveillance de la croissance et à la prévention du VIH/SIDA.		
	1.2.b Nombre de membres des communautés et d'auxiliaires des centres formés à la surveillance de la croissance, à la tenue des registres etc. et qualifiés.		



ANNEXE II: MODÈLE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS ÉTABLI POUR LE GHANA (2006–2010)

Résultats	Indicateur de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<p>2.1. Produits alimentaires fournis aux enfants.</p> <p>2.2. Produits alimentaires fournis aux familles pour les encourager à envoyer les filles à l'école.</p> <p>2.3. Capacités du personnel et des communautés créées et renforcées</p>	<p>2.1.a Nombre d'enfants écoliers du cycle primaire ayant bénéficié de repas cuisinés.</p> <p>2.1.b Produits alimentaires distribués pour les repas cuisinés (tonnes).</p> <p>2.1.c Nombre d'écoles participant au programme d'alimentation scolaire.</p> <p>2.2.a Nombre de filles des classes P4 à JSS3 ayant reçu des rations sèches.</p> <p>2.2.b Produits alimentaires distribués pour les rations sèches (tonnes)</p> <p>2.2.c Nombre d'écoles participant au programme d'éducation des filles ciblées par le PAM.</p> <p>2.3.a Nombre d'agents du GES formés au suivi et à la prévention du VIH/SIDA.</p> <p>2.3.b Nombre de membres d'associations enseignants/parents et de comités de gestion des écoles et de directeurs d'école formés à la gestion de l'alimentation scolaire, à la tenue des registres etc.</p>		
<p>3.1. Bénéficiaires participant par l'intermédiaire des membres d'assemblées de district à la planification, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation des activités du programme.</p>	<p>3.1.a Participation des communautés ciblées aux garderies/maternelles, volume et valeur des contributions locales.</p> <p>3.1.b Participation des communautés ciblées à l'alimentation scolaire; volume et valeur des contributions locales aux cantines.</p>		



ANNEXE II: MODÈLE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS ÉTABLI POUR LE GHANA (2006–2010)

Résultats	Indicateur de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
	<p>3.1.c Membres des assemblées de district et directeurs coordonnateurs de district formés et ayant la capacité d'assurer les achats, la gestion et la distribution de vivres.</p> <p>3.1.d Nombre de jours d'alimentation couverts par les contributions du gouvernement/des communautés pour l'alimentation complémentaire.</p>		
4.1. Accroissement de la demande de produits agricoles grâce aux achats locaux.	<p>4.1.a Produits agricoles achetés sur place par le PAM (tonnes).</p> <p>4.1.b Produits agricoles achetés sur place par des fournisseurs sous contrat du PAM (tonnes).</p> <p>4.1.c Ventes totales de produits effectuées par les groupes d'agriculteurs ciblés aux mécanismes d'achats de vivres locaux.</p>		



ANNEXE III

BUDGET DU PROGRAMME DE PAYS – GHANA 10418.0 (2006–2010) (Composantes de base)			
	Composante 1	Composante 2	Total
Produits alimentaires (tonne)	11 662	18 288	29 950
Produits alimentaires (valeur)	5 022 484	9 461 948	14 484 432
Transport extérieur	488 791	766 508	1 255 300
TTEM (total)	0	0	0
TTEM (coût/tonne)	0	0	0
Autres COD	203 200	306 000	509 200
Total COD	5 714 475	10 534 455	16 248 932
CAD ¹			1 057 590
CAI ²			1 211 456
Coût total pour le PAM			18 517 978
Contribution du gouvernement	6 169 615	10 539 575	16 709 190

¹ Le montant des CAD est un chiffre indicatif et donné pour information. Le montant annuel des CAD pour un programme de pays est révisé chaque année après évaluation des besoins et des ressources disponibles.

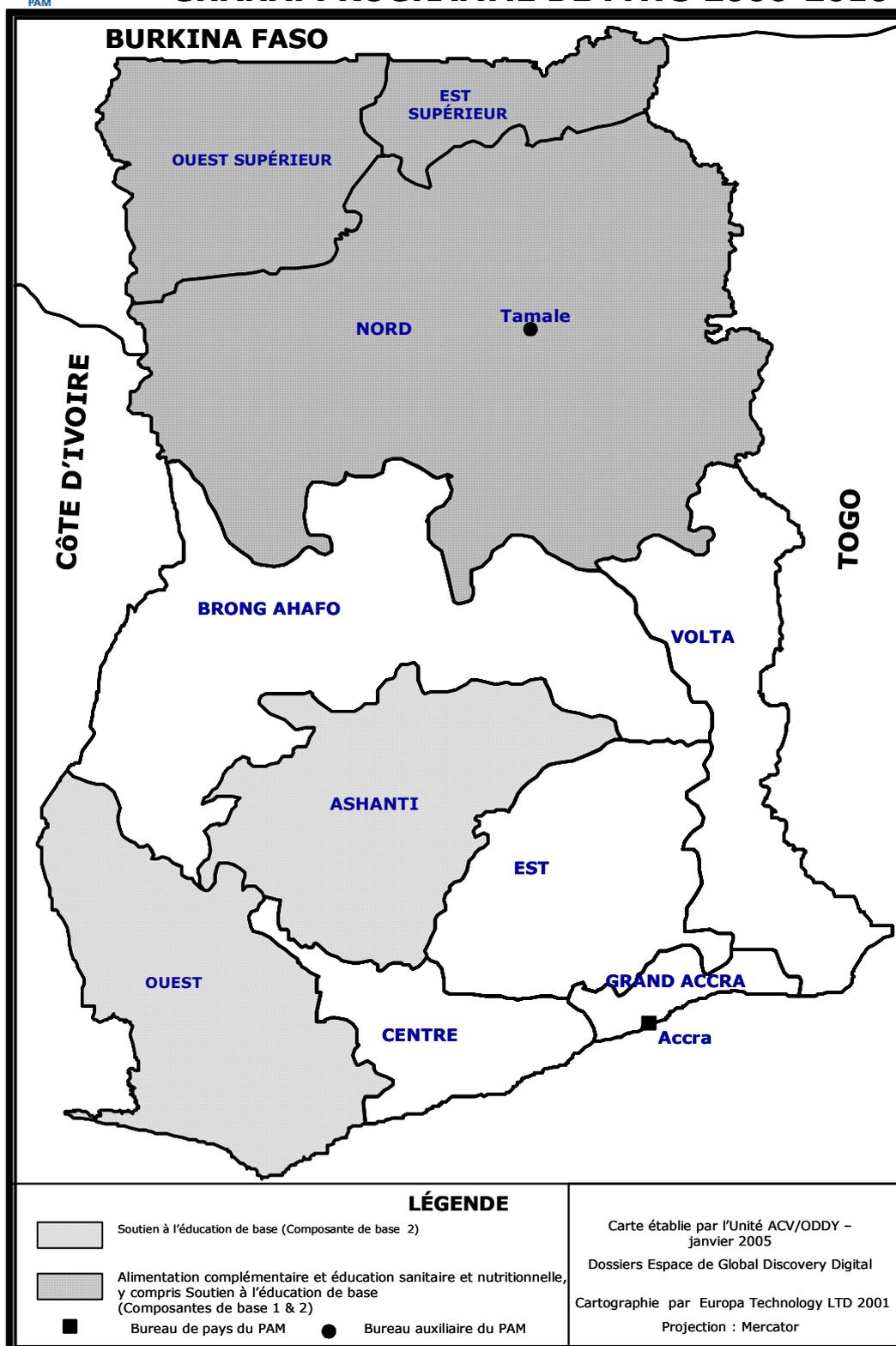
² Le montant des CAI peut être modifié par le Conseil d'administration pendant la période sur laquelle porte le programme de pays.



ANNEXE IV



GHANA: PROGRAMME DE PAYS 2006-2010



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACESN	Alimentation complémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle
Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coûts d'appui directs
CAI	Coûts d'appui indirects
CCA	Bilan commun de pays
COD	Coûts opérationnels directs
CRS	Service de secours catholique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GES	Service d'éducation du Ghana
GHS	Service de santé du Ghana
IMC	Indice de masse corporelle
JSS	Premières années du cycle secondaire
MMS	Mélange maïs-soja
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OICI	Opportunities Industrialization Centres International
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PP	Programme de pays
PS	Priorité stratégique
S&E	Suivi et évaluation
SEB	Soutien à l'éducation de base
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNDAF	Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

